



Division Europe 11.02.2026

---

## Historique des relations entre la Suisse et l'UE

---

2026 .....	2
2025 .....	2
2024 .....	4
2023 .....	5
2022 .....	7
2021 .....	9
2020 .....	11
2019 .....	12
2018 .....	14
2017 .....	16
2016 .....	18
2015 .....	20
2014 .....	23
2013 .....	26
2012 .....	27
2011 .....	29
2010 .....	29
2009 .....	30
2008 .....	31
2007 .....	32
2006 .....	32
2005 .....	33
2004 .....	33
2002–2003 .....	34
2000–2001 .....	34
1997–1999 .....	34
1994–1996 .....	35
1992–1993 .....	36
1951–1989 .....	37

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

2026	
11.02.2026	<p>Le 11 février 2026, le Conseil fédéral a décidé d'effectuer des adaptations dans le train de mesures nationales visant à garantir la protection des salaires dans le cadre du paquet Suisse-UE (Bilatérales III). Il s'agit de la « mesure 14 », qui renforce le partenariat social. Les modifications se fondent sur les résultats de la consultation et sont l'aboutissement de discussions intensives avec les partenaires sociaux au cours des derniers mois. Le message relatif au paquet Suisse-UE (Bilatérales III) les prend en compte.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 11.02.2026</a></p>
2025	
05.12.2025	<p>Lors de sa séance du 5 décembre 2025, le Conseil fédéral a mené une discussion sur les résultats de la consultation relative au paquet « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE (Bilatérales III) ». Le Conseil fédéral constate qu'une large majorité des participants à la procédure de consultation se dégage en faveur du paquet Suisse-UE. Plusieurs clarifications et améliorations ont été demandées concernant la mise en œuvre des accords au niveau national. Après un examen approfondi de ces demandes, le Conseil fédéral a décidé de procéder à certaines adaptations.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 05.12.2025</a></p>
10.11.2025	<p>Le 10 novembre 2025, le conseiller fédéral Guy Parmelin et la commissaire européenne Ekaterina Zaharieva ont signé à Berne l'accord sur les programmes de l'UE (EUPA). Cette partie du paquet Suisse-UE peut ainsi être appliquée de manière anticipée et provisoire, avec effet rétroactif au 1er janvier 2025, permettant l'association de la Suisse à Horizon Europe, au programme Euratom et au programme Digital Europe et ouvrant la voie à une participation à ITER, à Erasmus+ et à EU4Health.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 15.10.2025</a></p>
15.10.2025	<p>Lors de sa séance du 15 octobre 2025, le Conseil fédéral a discuté de mesures visant à renforcer la participation des cantons et du Parlement à la politique extérieure de la Confédération en ce qui concerne le paquet Suisse-UE. Il a défini les prochaines étapes en vue de la conclusion d'un accord avec les cantons et du développement de processus d'information destinés aux commissions parlementaires. Les propositions figureront dans le message que le Conseil fédéral présentera au Parlement vraisemblablement en mars 2026.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 15.10.2025</a></p>

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

13.06.2025	<p>Lors de sa séance du 13 juin 2025, le Conseil fédéral a approuvé les accords du paquet visant à stabiliser et à développer les relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE) et a lancé la procédure de consultation. Suite à la conclusion des négociations entre la Suisse et l'UE en décembre 2024, il a finalisé la législation de mise en œuvre, y compris les mesures d'accompagnement. Les questions en suspens concernant la protection des salaires, l'immigration, l'électricité et le type de référendum ont pu être résolues et présentées au public au cours des cinq derniers mois. La procédure de consultation prendra fin le 31 octobre 2025. Avec ce paquet, le Conseil fédéral vise une participation sectorielle au marché intérieur de l'UE, adaptée à la Suisse, et des coopérations dans certains domaines. Compte tenu de la situation internationale difficile, il est essentiel d'entretenir de bonnes relations avec les pays voisins.</p> <p><a href="#"><u>Communiqué de presse, 13.06.2025</u></a></p>	
21.05.2025	<p>Les négociateurs en chef de la Suisse et de l'Union européenne Patric Franzen et Richard Szostak ainsi que les co-négociateurs suisses des offices fédéraux compétents ont paraphé les accords du paquet Suisse-UE le 21 mai 2025 à Berne, marquant ainsi formellement la fin du processus de négociation entre la Suisse et l'UE. Avant l'été, le Conseil fédéral prendra une décision concernant l'approbation des accords et l'ouverture de la consultation et publiera les textes.</p> <p><a href="#"><u>Communiqué de presse, 21.05.2025</u></a></p>	
14.05.2025	<p>Après avoir concrétisé la clause de sauvegarde lors des négociations menées avec l'UE, le Conseil fédéral a pris acte, le 14 mai 2025, de sa transposition au niveau national. Il doit examiner s'il y a lieu d'activer la clause de sauvegarde prévue dans l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) et proposer des mesures de protection appropriées si, par exemple, l'immigration nette, le chômage ou le recours à l'aide sociale dépassent certains seuils. Il peut aussi procéder à cet examen si d'autres indicateurs montrent que la libre circulation des personnes avec l'UE entraîne des difficultés sérieuses d'ordre économique ou social en Suisse. Cette transposition de la clause de sauvegarde au niveau national sera incluse dans le projet qui sera envoyé en consultation concernant l'ensemble des accords avec l'UE.</p> <p><a href="#"><u>Communiqué de presse, 14.05.2025</u></a></p>	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

30.04.2025	<p>Le Conseil fédéral a dressé le 30 avril 2025 un nouvel état des lieux des travaux en cours sur le paquet Suisse-UE. Il a décidé de soumettre les accords avec l'Union européenne (UE) à un référendum facultatif en matière de traités internationaux. Il affiche ainsi sa volonté de continuité et de cohérence politiques tout en préservant la marge de manœuvre du Parlement et des cantons. La décision finale quant au type de référendum retenu sera prise dans le cadre des débats parlementaires.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 30.04.2025</a></p>	
10.04.2025	<p>Lors de sa séance du 9 avril 2025, le Conseil fédéral a approuvé l'accord sur les programmes de l'UE et les protocoles correspondants dans les domaines de la formation, de la recherche, de l'innovation et de la santé. En outre, il a autorisé le conseiller fédéral Guy Parmelin à signer cet accord. Cette signature permettra une association à Horizon Europe, au programme Euratom et au programme Digital Europe avec effet rétroactif au 1er janvier 2025. L'accord sur les programmes de l'UE entrera en vigueur après la ratification du paquet Suisse-UE.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 10.04.2025</a></p>	
21.03.2025	<p>Lors de sa séance du 21 mars 2025, le Conseil fédéral a adopté le train de mesures visant à garantir la protection des salaires. Quatorze mesures seront intégrées au projet mis en consultation dans le cadre du paquet global avec l'Union européenne. Les partenaires sociaux et les cantons se sont entendus sur treize d'entre elles. Le Conseil fédéral propose une quatorzième mesure pour les compléter.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 21.03.2025</a></p>	
2024	Suisse	UE
20.12.2024	<p>Lors de sa séance du 20 décembre 2024, le Conseil fédéral a pris acte avec satisfaction de l'achèvement matériel des négociations entre la Suisse et l'Union européenne (UE). Il constate que la délégation suisse, dirigée par le négociateur en chef Patric Franzen, a atteint les objectifs définis dans le mandat de négociation. Le Conseil fédéral a chargé les départements concernés de préparer les prochaines étapes en vue de la conclusion formelle des négociations.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 20.12.2024</a></p>	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

06.11.2024	<p>Lors de sa séance du 6 novembre 2024, le Conseil fédéral a mené une discussion approfondie sur l'état des négociations avec l'Union européenne (UE) et des travaux de mise en œuvre interne du paquet. Dans la plupart des dossiers, les négociations sont bien avancées. Dans les domaines de la libre circulation des personnes, de l'électricité et de la contribution suisse à la cohésion au sein de l'UE, les négociations se poursuivent de manière intense afin d'obtenir des positions convergentes. Les travaux internes et les discussions avec les cantons, les partenaires sociaux et économiques et les groupes d'intérêt concernés ont permis d'avancer sur plusieurs fronts.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 06.11.2024</a></p>	
26.06.2024	<p>Lors de sa séance du 26 juin 2024, le Conseil fédéral a dressé un état des lieux des négociations avec l'Union européenne (UE) et des travaux de mise en œuvre interne du paquet. Des discussions se poursuivent en Suisse avec les groupes d'intérêt sur des secteurs clés. Le Conseil fédéral a également lancé les travaux visant à transposer les éléments du paquet dans la législation suisse.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 26.06.2024</a></p>	
18.03.2024	<p>La présidente de la Confédération Viola Amherd et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont officiellement ouvert les négociations entre la Suisse et l'UE le lundi 18 mars 2024, en présence des négociateurs en chef des deux parties.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 18.03.2024</a></p>	
08.03.2024	<p>Lors de sa séance du 8 mars 2024, le Conseil fédéral a approuvé le mandat de négociation avec l'UE sous sa forme définitive. Le mandat adopté tient compte des résultats de la consultation auprès des Commissions de politique extérieure (CPE) et des autres commissions intéressées du Parlement, des cantons ainsi que des prises de position des partenaires sociaux et économiques.</p> <p><a href="#">Communiqué de presse, 08.03.2024</a></p>	
2023	Suisse	UE
15.12.2023	<p>Lors de sa séance du 15 décembre 2023, le Conseil fédéral a <a href="#">approuvé le projet de mandat de négociation avec l'UE</a>. Le mandat contient les lignes directrices de négociation. Les négociations commenceront lorsque le mandat sera définitivement approuvé, après consultation du Parlement et des cantons.</p>	
14.12.2023	<p>La solution transitoire avec <a href="#">l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer (ERA)</a> est prolongée jusqu'à fin 2024, ce qui permet d'établir des homologations de véhicules et des certificats de sécurité communs pour le transport.</p>	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

05.12.2023	La <a href="#">18ème réunion du Comité mixte institué par l'Accord de reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité (ARM)</a> s'est tenue le 5 décembre 2023 à Berne. La Suisse et l'UE se sont entretenues sur la mise en œuvre de l'accord et sur les développements de la législation de l'UE.
29.11.2023	Lors de sa <a href="#">séance du 29 novembre 2023</a> , le Conseil fédéral a décidé de renforcer, dès le mois d'avril 2024, l'effectif du contingent suisse au sein de la KFOR avec 20 militaires supplémentaires. Cette augmentation d'effectif sera effectuée pour remplacer l'unité de transport que l'Autriche va retirer de la mission durant le printemps 2024. Les coûts supplémentaires liés à l'augmentation de l'effectif maximal seront couverts par le budget du DDPS.
22.11.2023	Lors de sa <a href="#">séance du 22 novembre 2023</a> , le Conseil fédéral a décidé de maintenir pour une année supplémentaire la clause de sauvegarde prévue par l'accord sur la libre circulation des personnes à l'égard des ressortissants et ressortissantes croates qui viennent travailler en Suisse. Le nombre de nouvelles autorisations sera limité au même niveau qu'en 2023.
21.11.2023	Le secrétaire d'Etat <a href="#">Alexandre Fasel a été reçu par le secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure (SEAE)</a> , Stefano Sannino, le 21 novembre à Bruxelles, pour les consultations biennuelles sur la politique étrangère et de sécurité. Dans ce contexte, M. Fasel et M. Sannino se sont mis d'accord pour établir un dialogue structuré en matière de sécurité et de défense, avec l'objectif de renforcer la coopération dans ce domaine. Ils ont également échangé sur la coopération et la solidarité face aux crises actuelles ainsi que sur des questions multilatérales.
13.11.2023	Le lundi 13 novembre 2023, le secrétaire d'Etat <a href="#">Alexandre Fasel s'est rendu à Londres pour mener le dialogue stratégique</a> annuel entre la Suisse et le Royaume-Uni. Il y a rencontré Christian Turner et Peter Wilson, respectivement directeur politique et directeur Europe au ministère britannique des affaires étrangères. Les discussions ont porté sur les relations bilatérales intenses et diversifiées, l'actualité internationale et les affaires européennes. Les échanges visaient avant tout à approfondir la coopération politique, économique et scientifique entre les deux pays.
08.11.2023	Lors de <a href="#">sa séance du 8 novembre 2023</a> , le Conseil fédéral a analysé les résultats des travaux internes et des discussions exploratoires avec l'UE. Sur cette base, il a décidé d'élaborer un mandat de négociation. Il se prononcera avant la fin de l'année sur son adoption et sa mise en consultation auprès des Commissions de politique extérieure des Chambres fédérales (CPE) et de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC).
21.09.2023	11e et dernière session de discussions exploratoires entre la Suisse et la Commission européenne.
18.07.2023	Le conseiller fédéral <a href="#">Ignazio Cassis rencontre le vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič</a> à Bruxelles. Les entretiens portent sur les progrès réalisés aux niveaux technique et diplomatique lors des discussions exploratoires ainsi que sur les questions encore en suspens et les prochaines étapes qui devront être définies au cours des prochains mois.

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

21.06.2023	Le Conseil fédéral fait l'état des lieux de la politique européenne et adopte les <a href="#">paramètres d'un mandat de négociation</a> avec l'UE.	
30.05.2023	<a href="#">10<sup>e</sup> session de discussions exploratoires</a> entre la Suisse et la Commission européenne: Livia Leu, secrétaire d'État du DFAE, rencontre Juraj Nociar, chef de cabinet du vice-président de la Commission européenne, à Bruxelles.	
20.04.2023	<a href="#">9<sup>e</sup> session de discussions exploratoires</a> entre la Suisse et la Commission européenne : Livia Leu, secrétaire d'État du DFAE, rencontre Juraj Nociar, chef de cabinet du vice-président de la Commission européenne, à Bruxelles.	
29.03.2023	Le <a href="#">Conseil fédéral arrête la marche à suivre</a> en vue d'un mandat de négociation.	
15.03.2023	<a href="#">Le conseiller fédéral Ignazio Cassis rencontre à Berne</a> le vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič.	
07.03.2023	<a href="#">8<sup>e</sup> session de discussions exploratoires</a> entre la Suisse et la Commission européenne : Livia Leu, secrétaire d'État du DFAE, rencontre Juraj Nociar, chef de cabinet du vice-président de la Commission européenne, à Bruxelles.	
20.01.2023	<a href="#">7<sup>e</sup> session de discussions exploratoires</a> entre la Suisse et la Commission européenne : Livia Leu, secrétaire d'État du DFAE, rencontre Juraj Nociar, chef de cabinet du vice-président de la Commission européenne, à Bruxelles.	
2022	Suisse	UE
22.12.2022	La <a href="#">Suisse et la France</a> sont convenues d'une solution pour l'imposition du revenu de l'activité lucrative exercée en télétravail: dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2023, le télétravail sera possible jusqu'à 40% du temps de travail par année sans remettre en cause l'État d'imposition des revenus d'activité salariée, notamment pour le personnel frontalier.	
22.12.2022	<a href="#">Le conseiller fédéral Ueli Maurer a rencontré aujourd'hui</a> à Londres son homologue Jeremy Hunt, le nouveau chancelier de l'Échiquier britannique. Les deux ministres se sont réjouis de l'avancement des négociations concernant l'accord de reconnaissance mutuelle dans le secteur financier et en ont estimé l'achèvement d'ici à la fin de l'été 2023.	
21.12.2022	La <a href="#">Croatie intégrera l'espace Schengen le 1<sup>er</sup> janvier 2023</a> . Le Conseil de l'Union européenne (UE) a donné son feu vert le 8 décembre 2022. Le Conseil fédéral a repris cette décision d'élargissement.	
21.12.2022	Le Conseil fédéral a mené une discussion au sujet des mesures décidées ou prévues par l'UE pour <a href="#">réduire la consommation d'électricité</a> et atténuer les prix. Il a décidé à cette occasion de reprendre, en Suisse, sur une base volontaire, l'objectif d'économie d'électricité de l'UE.	
14.12.2022	<a href="#">17<sup>e</sup> réunion du Comité mixte</a> institué par l'Accord de reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité (ARM).	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

09.12.2022	Lors de sa séance du 9 décembre, le Conseil fédéral a examiné le projet de <a href="#">rapport «État actuel des relations Suisse-UE»</a> . Dans ce rapport, il arrive à la conclusion que la voie bilatérale reste la solution la plus avantageuse pour la Suisse.	
08.12.2022		La Croatie intégrera l'espace Schengen le 1er janvier 2023. Le Conseil de l'Union européenne (UE) a donné son feu vert le 8 décembre 2022.
02.12.2022	Le Conseil fédéral a adopté le message et le projet de loi relatifs à la <a href="#">révision partielle de la loi sur les travailleurs détachés</a> . Il s'agit de créer une base légale en matière de protection des données pour la plateforme de communication électronique entre les organes d'exécution des mesures d'accompagnement.	
23.11.2022	Le 23 novembre 2022, le Conseil fédéral a mené une <a href="#">discussion sur les relations</a> de la Suisse avec l'UE. L'accent a été mis sur les résultats des discussions exploratoires menées jusqu'ici avec la Commission européenne.	
17.11.2022	Le <a href="#">Comité mixte institué par l'accord agricole</a> entre la Suisse et l'UE a signé deux décisions de mise à jour de l'accord. L'une d'elles étend à l'UE la protection d'autres appellations d'origine (AOP) et indications géographiques (IGP) protégées en Suisse.	
16.11.2022	Le Conseil fédéral décide d'activer la clause de sauvegarde prévue dans l'ALCP. L'accès au marché suisse du travail sera à nouveau limité pour les ressortissants croates en 2023.	
11.11.2022	6 <sup>e</sup> session de discussions exploratoires entre la Suisse et la Commission européenne : Livia Leu, secrétaire d'État du DFAE, rencontre Juraj Nociar, chef de cabinet du vice-président de la Commission européenne, à Bruxelles.	
12.10.2022	5 <sup>e</sup> session de discussions exploratoires entre la Suisse et la Commission européenne : Livia Leu, secrétaire d'État du DFAE, rencontre Juraj Nociar, chef de cabinet du vice-président de la Commission européenne, à Bruxelles.	
08.09.2022	4 <sup>e</sup> session de discussions exploratoires entre la Suisse et la Commission européenne : Livia Leu, secrétaire d'État du DFAE, rencontre Juraj Nociar, chef de cabinet du vice-président de la Commission européenne, à Bruxelles.	
11.10.2022	Le 31 août 2022, le Conseil fédéral a décidé de mettre en place un <a href="#">dispositif visant à renforcer le pilotage</a> politique et thématique des discussions exploratoires avec l'UE. Ce dispositif comprend un comité de pilotage, au sein duquel tous les départements sont représentés, ainsi qu'un comité consultatif, qui permet d'associer au processus les cantons, les partenaires sociaux ainsi que les milieux économiques.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

	Dans le cadre de la <a href="#">deuxième contribution de la Suisse</a> , le Conseil fédéral a approuvé les accords bilatéraux de mise en œuvre conclus, dans le domaine de la cohésion, entre la Suisse et la Bulgarie, l'Estonie, la Croatie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et Chypre.	
30.06.2022	La Suisse et l'UE ont signé à Bruxelles le <a href="#">mémorandum d'entente</a> relatif à la deuxième contribution de la Suisse en faveur de certains États membres de l'UE. Par la signature de ce mémorandum d'entente, une nouvelle étape importante a été franchie en vue d'une mise en œuvre rapide de la contribution.	
30.06.2022	3 <sup>e</sup> session de discussions exploratoires entre la Suisse et la Commission européenne : Livia Leu, secrétaire d'État du DFAE, rencontre Juraj Nociar, chef de cabinet du vice-président de la Commission européenne, à Bruxelles.	
17.06.2022	Lors de sa <a href="#">séance spéciale du 17 juin 2022 sur la politique européenne</a> , le Conseil fédéral a été informé de l'avancement des discussions exploratoires entre la Suisse et l'UE. Sur la base de ces informations, il a décidé d'intensifier les discussions exploratoires.	
27.04.2022	2 <sup>e</sup> session de discussions exploratoires entre la Suisse et la Commission européenne : Livia Leu, secrétaire d'État du DFAE, rencontre Juraj Nociar, chef de cabinet du vice-président de la Commission européenne, à Bruxelles.	
31.03.2022	1 <sup>re</sup> session de discussions exploratoires entre la Suisse et la Commission européenne : Livia Leu, secrétaire d'État du DFAE, rencontre Juraj Nociar, chef de cabinet du vice-président de la Commission européenne, à Bruxelles.	
28.02.2022	Vu l'intervention militaire de la Russie qui se poursuit en Ukraine, le Conseil fédéral a décidé, de reprendre les <a href="#">paquets de sanctions</a> édictés par l'Union européenne (UE) le 23 et le 25 février. La Suisse réitère sa solidarité avec l'Ukraine et sa population et envoie des produits de première nécessité pour les personnes qui ont fui en Pologne.	
25.02.2023	Le Conseil fédéral a poursuivi sa discussion sur la politique européenne lors de sa séance spéciale du 23 février 2022 et a adopté les grandes lignes d'un <a href="#">paquet de négociation</a> avec l'UE. Des discussions exploratoires devraient ainsi être engagées avec l'UE sur cette base.	
2021	Suisse	UE
21.12.2021	Le directeur des transports terrestres auprès de la Commission européenne, Kristian Schmidt, et le directeur de l'Office fédéral des transports (OFT), Peter Füglister, ont signé une convention visant à poursuivre la <a href="#">collaboration entre la Suisse et l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer (ERA)</a> .	
24.11.2021	Dans des domaines bien précis, la Suisse collabore avec <a href="#">l'Agence européenne de défense</a> . Le Conseil fédéral a approuvé une convention visant à régler la protection mutuelle d'informations classifiées.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

24.11.2021	<p>Le 24 novembre 2021, le Conseil fédéral a approuvé le mémorandum d'entente avec l'UE concernant la <a href="#">deuxième contribution de la Suisse</a> en faveur de certains États membres, manifestant ainsi sa volonté d'entamer dès à présent les négociations sur les accords bilatéraux de mise en œuvre avec les pays partenaires.</p>	
17.11.2021	<p><a href="#">Le Conseil fédéral a adapté l'ordonnance sur les chauffeurs</a>. Dans l'optique de l'intégration du nouveau droit européen dans l'accord sur les transports terrestres, il a instauré des réglementations équivalentes à celles de l'UE en ce qui concerne la durée du travail, de la conduite et du repos des chauffeurs professionnels. La plupart des modifications entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.</p>	
15.11.2021	<p>Le 15 novembre 2021, le conseiller fédéral Ignazio Cassis s'est rendu à Bruxelles pour y <a href="#">rencontrer le commissaire européen Maroš Šefčovič</a>, qui est le nouvel interlocuteur de la Suisse au sein de la Commission européenne. Les relations entre la Suisse et l'Union européenne figuraient au centre des discussions.</p>	
01.11.2021	<p>La nouvelle <a href="#">convention de sécurité sociale conclue avec le Royaume-Uni</a> sera appliquée à titre provisoire. Elle coordonne les systèmes de sécurité sociale des deux États contractants après le Brexit, qui a mis un terme à l'applicabilité de l'Accord sur la libre circulation des personnes Suisse-UE.</p>	
20.10.2021	<p>La Suisse est considérée jusqu'à nouvel avis comme un pays tiers non associé pour la participation au programme-cadre de recherche et d'innovation de l'UE « Horizon Europe » et aux programmes et initiatives qui y sont liés. Le Conseil fédéral a chargé le DEFR de <a href="#">financer directement les acteurs concernés</a> et a autorisé les transferts de crédit nécessaires à cet effet.</p>	
11.08.2021	<p>Le Conseil fédéral a approuvé une <a href="#">nouvelle convention de sécurité sociale</a> entre la Suisse et le Royaume-Uni, ce qui doit permettre d'assurer à long terme la coordination des assurances sociales des deux États après la sortie du Royaume-Uni de l'UE.</p>	
11.08.2021	<p>Le Conseil fédéral a adopté le message concernant le nouvel <a href="#">accord entre la Suisse et l'Italie relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers</a>. Cet accord améliore sensiblement le dispositif actuel d'imposition des frontaliers et contribue à maintenir les bonnes relations bilatérales entre les deux pays.</p>	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

19.07.2021	<p>Le <a href="#">Comité mixte Suisse-UE du transport aérien</a> a décidé la reprise de différents actes communautaires par la Suisse. Ces dispositions seront intégrées dans l'annexe de l'accord sur le transport aérien entre la Suisse et l'UE. Pandémie de COVID-19 oblige, les conditions d'accès aux créneaux horaires (slots) dans les aéroports seront assouplies. La décision du comité mixte prévoit par ailleurs la reprise de plusieurs dispositions concernant la sécurité et la sûreté de l'aviation. Les nouvelles dispositions entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2021.</p>	
01.07.2021	<p>La Suisse et l'UE reconnaissent <a href="#">l'équivalence des droits des passagers</a> dans les transports publics. Lors de sa réunion du 30 juin 2021, le Comité mixte Suisse/UE des transports terrestres a intégré les dispositions ad hoc dans l'annexe de l'accord sur les transports terrestres.</p>	
30.06.2021	<p>Le Conseil fédéral a adopté le 30 juin 2021 le message relatif à l'Accord sur la mobilité des fournisseurs de services conclu <a href="#">entre la Suisse et le Royaume-Uni</a>. Cet accord permet de maintenir l'accès réciproque facilité des fournisseurs de services en dépit de l'extinction de l'Accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et le Royaume-Uni.</p>	
26.05.2021	<p>Le Conseil fédéral a procédé à une évaluation générale du résultat des négociations relatives à <a href="#">l'accord institutionnel</a>. Il est arrivé à la conclusion que des divergences substantielles demeurent entre la Suisse et l'UE concernant des domaines centraux de l'accord. Selon lui, les conditions nécessaires à la conclusion de l'accord ne sont donc pas réunies. C'est pourquoi il a décidé de ne pas signer l'accord institutionnel et communique aujourd'hui cette décision à l'UE, mettant ainsi un terme aux négociations relatives au projet d'accord institutionnel. Le Conseil fédéral considère néanmoins qu'il est dans l'intérêt commun de la Suisse et de l'UE de préserver l'avenir de leur coopération bilatérale, qui a fait ses preuves, et de maintenir les accords existants. Il souhaite donc engager un dialogue politique avec l'UE portant sur la suite de la coopération.</p>	
04.01.2021	<p>En raison de sa sortie de l'UE, le Royaume-Uni a signé un accord avec la Suisse qui révise la réglementation régissant le <a href="#">commerce des produits biologiques</a> entre les deux pays. Jusqu'à présent, ces dispositions faisaient partie de l'accord agricole entre la Suisse et l'UE. L'accord bilatéral est entré en vigueur au début de l'année.</p>	
2020	Suisse	EU
29.12.2020	<p>À l'échéance de la période de transition post-Brexit, les accords bilatéraux Suisse-UE cesseront de s'appliquer au Royaume-Uni. Ils seront remplacés, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, par une série de nouveaux accords que la Suisse a négociés avec le Royaume-Uni dans le cadre de sa stratégie Mind the gap (y compris Mind the gap Plus). La majeure partie des droits et obligations existant entre les deux États est ainsi maintenue.</p>	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

18.12.2020	La Secrétaire d'État du Département fédéral des affaires étrangères Livia Leu et le Sous-secrétaire d'État Ivan Scalfarotto ont signé un accord sur la simplification du contrôle radiométrique à l'exportation des produits métalliques. Les mesures de radioprotection à la frontière ne seront plus nécessaires lors de l'exportation de produits métalliques.	
14.12.2020	Le conseiller fédéral Guy Parmelin et la ministre britannique du Commerce international Elizabeth Truss ont signé, à Londres, l'accord sur la mobilité des fournisseurs de services (Services Mobility Agreement, SMA), qui garantit à la Suisse et à la Grande-Bretagne un accès facilité au marché sur une base réciproque pour leurs fournisseurs de services à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2021.	
04.12.2020	Le Conseil fédéral a approuvé un accord entre la Suisse et le Royaume-Uni sur la mobilité des fournisseurs de services. L'objectif de l'accord est de faciliter l'accès au marché sur une base réciproque, afin de combler une lacune qui découlerait de l'extinction, au 1 <sup>er</sup> janvier 2021, de l'accord sur la libre circulation des personnes entre les deux pays.	
27.09.2020	Le peuple suisse et la majorité des cantons ont rejeté l'initiative populaire fédérale « Pour une immigration modérée (initiative de limitation) » par 61,7% de non contre 38,3% de oui. Le taux de participation était de 59,47%.	
01.07.2020		L'Allemagne prend, pour six mois, la présidence du Conseil de l'UE.
11.06.2020	Le parlement a approuvé un crédit d'engagement pour le développement de l'acquis de Schengen et Dublin. Cet investissement doit servir aux systèmes d'informations pour la sécurité dans l'espace Schengen.	
31.01.2020		Le Royaume-Uni quitte l'UE, une période transitoire court jusqu'au 31.12.2020.
01.01.2020	Entrée en vigueur de l'accord sur le couplage des systèmes d'échange de quotas d'émission (SEQE) qui permet à la Suisse et à l'UE d'échanger des droits d'émission de CO2.	
01.01.2020		La Croatie prend, pour six mois, la présidence du Conseil de l'UE.
<b>2019</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
31.10.2019	La Suisse et le Royaume-Uni ont signé un accord sur la coordination des assurances sociales.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

04.09.2019	Le Conseil fédéral a transmis au Parlement le message relatif à un crédit d'engagement pour le développement de l'acquis de Schengen et Dublin. Cet investissement doit servir aux systèmes d'informations pour la sécurité dans l'espace Schengen	
16.07.2019		Le Parlement européen a désigné l'Allemande Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission européenne. La candidate du Parti populaire européen (PPE) a été élue en obtenant 383 voix contre 327 et 22 abstentions.
27.06.2019	La Suisse et l'UE ont signé un accord sur la coopération policière (décisions Prüm) et un protocole sur l'accès des autorités suisses au banque de données Eurodac.	
07.06.2019	Le Conseil fédéral rejette l'initiative "Pour une immigration modérée (initiative de limitation)" sans lui opposer de contre-projet et envoie son message au Parlement.	
07.06.2019	Le Conseil fédéral approuve le rapport sur les consultations sur l'accord institutionnel Suisse-UE lancées en décembre 2018 et demande des clarifications.	
25.02.2019	Le secrétaire d'État Mario Gattiker et son homologue britannique, le secrétaire d'État parlementaire Christopher Heaton-Harris, ont signé un accord sur les droits des citoyens, pour préserver les droits acquis par leurs ressortissants même au-delà de la date de sortie de l'UE par notre partenaire britannique (Brexit).	
13.02.2019	Le Conseil fédéral a arrêté un contingent d'autorisations qui sera réservé aux ressortissants britanniques au cas où le Royaume-Uni quitte l'UE sans accord de retrait. Il veut maintenir les étroites relations bilatérales nouées avec le Royaume-Uni au-delà de la sortie du Royaume-Uni de l'UE (Brexit).	
11.02.2019	Le conseiller fédéral Guy Parmelin et le ministre britannique du Commerce international Liam Fox ont conclu un accord commercial bilatéral. La Suisse et le Royaume-Uni assurent ainsi le maintien des relations économiques et commerciales au-delà de la date de sortie du Royaume-Uni de l'UE (Brexit).	
31.01.2019		L'UE a édicté des mesures de sauvegarde définitives prenant la forme de contingents tarifaires applicables aux importations de produits sidérurgiques de pays tiers. Les mesures touchent aussi les importations d'acier de l'UE en provenance de Suisse.

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

30.01.2019	Le Conseil fédéral a décidé qu'à partir du 1er mars 2019 s'appliqueront de nouvelles dispositions relatives au traitement des données à caractère personnel dans le domaine de la coopération Schengen en matière pénale. Cette décision permet à la Suisse de remplir ses engagements quant au développement de l'acquis de Schengen et de continuer à lutter efficacement contre la criminalité internationale et le terrorisme.	
25.01.2019	Ueli Maurer, président de la Confédération, a signé un accord concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie avec Philip Hammond, chancelier de l'Échiquier britannique, et un accord routier avec l'ambassadrice britannique Jane Owen. Un maintien ininterrompu des règles existant dans ces domaines sera ainsi garanti également après la sortie du Royaume-Uni de l'UE (Brexit).	
01.01.2019		La Roumanie prend, pour six mois, la présidence du Conseil de l'UE.
<b>2018</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
17.12.2018		La Commission européenne a décidé de prolonger la reconnaissance de l'équivalence de la législation suisse selon l'article 23 MiFIR (règlement concernant les marchés d'instruments financiers) à six mois.
17.12.2018	La conseillère fédérale, Doris Leuthard, et le ministre des transports britannique, Chris Grayling Afin ont signé un nouvel accord sur le transport aérien. Cet accord consiste à s'assurer mutuellement des droits de trafic existants, pour que les règles actuelles entre la Suisse et le Royaume-Uni après la sortie du Royaume-Uni de l'UE (Brexit).	
14.12.2018	Le Conseil fédéral a approuvé le texte d'un accord commercial avec le Royaume-Uni visant à maintenir dès la sortie (Brexit) de ce dernier de l'UE les relations économiques et commerciales existantes.	
7.12.2018	Le Conseil fédéral a pris connaissance du terme des négociations sur un futur accord institutionnel et décidé de recueillir les avis des milieux concernés.	
30.11.2018	Le Conseil fédéral a adopté le message sur la sécurité accrue des dispositifs médicaux, qui vise à améliorer la qualité et la sécurité des dispositifs médicaux et donc à augmenter la sécurité des patients.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

31.10.2018	Le Conseil fédéral a approuvé le train d'ordonnances agricoles, qui introduise notamment un nouveau système pour le contrôle des exploitations agricoles.	
28.9.2018	Le Conseil fédéral a fixé les contingents pour les travailleurs d'États tiers et les prestataires de services des États membres de l'UE ou de l'AELE, que entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2019.	
28.9.2018	Au terme d'une procédure de consultation ayant recueilli une grande majorité d'avis favorables, le Conseil fédéral a approuvé le message relatif à la deuxième contribution de la Suisse en faveur de certains États membres de l'UE.	
15.9.2018	Le Conseil fédéral a modifié les ordonnances relatives à la coopération avec les autres États européens dans le domaine de la protection des frontières extérieures Schengen et de l'exécution des renvois et des expulsions.	
5.9.2018	Le Conseil fédéral a adopté un rapport complémentaire à la Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole. Ce rapport clarifie les erreurs d'interprétation et les malentendus qu'avaient générés les scénarios hypothétiques d'ouverture des frontières contenus dans la Vue d'ensemble.	
22.8.2018	Le Conseil fédéral a décidé d'étendre le mandat de coopération entre la Suisse et Europol à ce nouveau catalogue d'infractions.	
17.7.2018	Le Conseil fédéral a adopté un rapport complémentaire à la Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole. Ce rapport clarifie les erreurs d'interprétation et les malentendus qu'avaient générés les scénarios hypothétiques d'ouverture des frontières contenus dans la Vue d'ensemble.	
1.7.2018		L'Autriche prend, pour six mois, la présidence du Conseil de l'UE.
1.7.2018	Entrée en vigueur de la loi et des ordonnances de mise en œuvre de l'article constitutionnel relatif à la gestion de l'immigration (art. 121a Cst.). L'élément clé de la mise en œuvre est l'obligation de communiquer les postes vacants. Elle touche les catégories professionnelles affichant un taux de chômage au niveau suisse d'au moins 8 %. Ce seuil sera abaissé à 5 % à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2020.	
25.5.2018	La Suisse a paraphé avec l'UE une participation à la coopération policière instaurée par les décisions Prüm qui améliore la lutte contre la criminalité internationale et le terrorisme.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

18.4.2018	Le Conseil fédéral active la clause de sauvegarde pour la Bulgarie et la Roumanie. A compter du 1er juin 2018, les travailleurs en provenance de ces pays souhaitant obtenir une autorisation de séjour B auront pendant 12 mois un accès limité au marché du travail suisse.	
1.1.2018		La Bulgarie prend, pour six mois, la présidence du Conseil de l'UE.
<b>2017</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
22.12.2017	La Suisse et l'UE ont mis à jour l'Accord sur la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité (ARM). Cette adaptation permettra de maintenir l'accès mutuel au marché dans les secteurs des dispositifs médicaux, des équipements de protection individuelle, des appareils à gaz et des transports à câbles.	
21.12.2017		La Commission européenne a décidé de limiter la reconnaissance de l'équivalence de la législation suisse selon l'article 23 MiFIR (règlement concernant les marchés d'instruments financiers) à un an.
20.12.2017	Le Conseil fédéral a approuvé le rapport élaboré en réponse au postulat intitulé «Incidences de la politique énergétique des pays de l'UE sur la sécurité d'approvisionnement en électricité et sur la compétitivité en Suisse», déposé par le conseiller national Jacques Bourgeois le 20 décembre 2011.	
8.12.2017	Le Conseil fédéral a décidé de la manière dont il entendait transposer dans les ordonnances pertinentes la loi d'application de l'article constitutionnel relatif à la gestion de l'immigration (art. 121a Cst.).	
23.11.2017	La Suisse et l'UE ont signé un accord leur permettant de coupler leurs systèmes d'échange de quotas d'émission de CO2 (Emissions Trading System, ETS).	
23.11.2017	Le Conseil fédéral s'est prononcé en faveur d'une nouvelle contribution suisse à la réduction des inégalités économiques et sociales à certains états membres de l'UE. Pour une durée de 10 ans, 1,302 mia. CHF seront investis dans des projets concrets.	
23.11.2017	La Présidente de la Confédération Doris Leuthard a rencontré le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker à Berne. Ils ont tiré un bilan positif des progrès réalisés cette année dans les relations bilatérales Suisse–UE et arrêté les prochaines étapes.	
22.11.2017	La Suisse et l'UE ont paraphé le protocole Eurodac permettant aux autorités de poursuite pénale suisses d'accéder aux données de la base de données Eurodac, doté d'un système automatisé de reconnaissance des empreintes digitales des personnes ayant déposé une demande d'asile dans les Etats de l'espace Dublin.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

6.10.2017	La Suisse a signé une déclaration élaborée en commun par l'UE et l'AELE en matière de cyberadministration. S'articulant autour de cinq principes centraux, cette déclaration doit servir de guide pour le développement de la cyberadministration.	
29.9.2017	Dans la mise en œuvre de la directive européenne sur les armes, le Conseil fédéral a mis en consultation une solution pragmatique qui utilise la marge de manœuvre existante et tient compte de la tradition helvétique du tir.	
12.9.2017	La Suisse a signé, à Lisbonne, un accord qui permet de renforcer sa coopération avec l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT). Celui-ci permettra à la Suisse d'avoir un accès direct au réseau européen d'experts.	
6.9.2017	Le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation relative au Projet fiscal 17. Ce projet contribue à l'attrait de la place économique suisse et donc à la création de valeur et d'emplois ainsi qu'au maintien des recettes fiscales.	
23.8.2017	Le Conseil fédéral a arrêté une modification de l'ordonnance sur les travailleurs détachés en Suisse. Le nombre minimum de contrôles des mesures d'accompagnement, relatifs au respect des conditions de salaire et de travail, sera augmenté.	
28.7.2017	La Suisse et l'UE ont mis à jour l'Accord sur la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité (ARM). Cette actualisation permet de maintenir l'accès au marché dans les secteurs où la législation technique a été révisée en Suisse et dans l'UE.	
1.7.2017		L'Estonie assure pendant six mois la présidence du Conseil de l'UE.
1.6.2017	La loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est (LF Est) est entrée en vigueur. La LF Est a été adoptée par le Parlement le 30 septembre 2016.	
10.5.2017	Le Conseil fédéral active la clause de sauvegarde pour la Bulgarie et la Roumanie. À compter du 1 <sup>er</sup> juin, les travailleurs en provenance de ces pays souhaitant obtenir une autorisation de séjour B auront pendant 12 mois un accès limité au marché du travail suisse.	
28.4.2017	Signature d'un arrangement administratif sur l'échange d'informations et d'expériences dans le domaine humanitaire et de la protection civile.	
26.4.2017	Le Conseil fédéral renonce à présenter un contre-projet à l'initiative «Sortons de l'impasse! Renonçons à rétablir des contingents d'immigration».	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

6.4.2017	La présidente de la Confédération, Doris Leuthard, et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, se sont entendus, à Bruxelles, sur une reprise des négociations concernant l'ensemble des dossiers.	
1.4.2017	La secrétaire d'Etat, Pascale Baeriswyl, a pris le relais du secrétaire d'Etat, Jacques de Watteville, pour la coordination des négociations avec l'UE.	
29.3.2017		Le Royaume-Uni a activé l'art. 50 du TUE. Une période de deux ans s'ensuit pour mener les négociations de retrait avec l'UE.
12.2.2017	Le peuple suisse a rejeté la «loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III» par 59,1% des voix.	
1.1.2017	Entrée en vigueur du protocole III à l'ALCP concernant l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie et de l'accord sur l'EAR entre la Suisse et l'UE	
1.1.2017		Malte assure pendant six mois la présidence du Conseil de l'UE
2016	Suisse	UE
21.12.2016	Le Conseil fédéral a décidé de préparer, en vue d'une consultation, deux options pour le contre-projet direct à l'initiative "Sortons de l'impasse! Renonçons à rétablir des contingents d'immigration», qui veut revenir sur le résultat de la votation du 9.2.2014 et abroger purement et simplement les dispositions constitutionnelles sur l'immigration (art. 121a et 197, ch. 11, Cst.).	
16.12.2016	Le Conseil fédéral a ratifié le protocole III étendant la libre circulation des personnes à la Croatie. Avec cette ratification, les conditions d'une participation pleine et entière de la Suisse au programme-cadre européen de recherche «Horizon 2020» à partir du 1.1.2017 sont remplies.	
19.10.2016		La présidence slovaque du Conseil de l'UE a confirmé à la Suisse avoir bien reçu la lettre dans laquelle la Suisse indiquait que sa demande d'adhésion déposée en 1992 devait être considérée comme retirée.
19.9.2016	Le président de la Confédération, Johann Schneider-Ammann, et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, se sont rencontrés à Zurich. Le président de la Confédération a souligné, à cette occasion, que la Suisse ne peut accepter qu'un lien juridique soit établi entre les dossiers de l'immigration et de l'accord institutionnel.	
7.9.2016	Le Conseil fédéral a prolongé d'une année la solution transitoire (2016–2017) pour la participation projet par projet de la Suisse au programme européen de mobilité «Erasmus+».	
27.7.2016	La Suisse a communiqué, par une lettre au Conseil de l'UE, que la demande d'adhésion à l'UE déposée par la Suisse en 1992 devait être considérée comme retirée.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

16.7.2016	Lors d'une rencontre, le président de la Confédération Johann N. Schneider-Ammann et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ont décidé d'intensifier, les discussions techniques sur la recherche d'une solution consensuelle pour la mise en œuvre de l'art. 121a Cst.	
5.7.2016	Le rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes du SECO démontre en 2015 un léger fléchissement de l'immigration (71'000 personnes, dont 67% en provenance de l'UE).	
23./24.6.2016		La population du Royaume-Uni a décidé, lors d'un référendum, de quitter l'Union européenne.
25.5.2016	Le Conseil fédéral a adopté la révision totale de l'ordonnance sur le transport de marchandises, et la mise en vigueur pour le 1er juillet 2016, en même temps que la loi sur le transport de marchandises. Le remboursement de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP) sur les parcours initiaux et terminaux du transport combiné sera réduit de 10% dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2017.	
12.5.2016	Les contrôles se sont à nouveau intensifiés en 2015 et les objectifs nationaux en la matière ont été largement dépassés. Au total, les commissions tripartites et paritaires ont vérifié le respect des conditions de salaire et de travail dans plus de 45 000 entreprises et auprès de 175 000 personnes. Il en ressort que les entreprises contrôlées ont majoritairement respecté les conditions de salaire et de travail en vigueur en Suisse.	
4.5.2016	Le Conseil fédéral a pris connaissance du rapport sur les résultats de la procédure de consultation menée entre octobre 2014 et janvier 2015 au sujet de l'arrêté fédéral sur la deuxième étape de l'ouverture du marché de l'électricité. En raison des avis divergents exprimés, il souhaite reporter l'ouverture complète du marché suisse de l'électricité.	
13.4.2016	Le 1er juin 2016, les dispositions transitoires sur la libre circulation applicables aux citoyens bulgares et roumains deviendront caduques. Le Conseil fédéral a adopté la révision partielle de l'ordonnance concernée.	
13.4.2016	La Suisse et l'UE ont signé deux accords concernant la participation de la Suisse à la mission civile de l'UE visant à réformer le secteur de la sécurité au Mali (EUCAP Sahel Mali) et à la mission de conseil de l'UE sur la réforme du secteur de la sécurité civile en Ukraine (EUAM Ukraine).	
4.3.2016	La Suisse et l'UE ont signé le Protocole III concernant l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes à la Croatie.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

4.3.2016	<p>Le Conseil fédéral a adopté plusieurs projets de loi visant à mettre en œuvre les dispositions constitutionnelles relatives à l'immigration. Il s'efforce par ailleurs de parvenir à une solution consensuelle avec l'UE. Toutefois, étant donné qu'aucun accord n'a pu être trouvé avec l'UE, il propose une clause de sauvegarde unilatérale.</p>	
1.3.2016	<p>L'arrangement conclu avec l'UE pour la participation de la Suisse au Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) est entré en vigueur.</p>	
28.2.2016	<p>Le peuple suisse et la majorité des cantons ont rejeté l'initiative populaire fédérale «Pour le renvoi effectif des étrangers criminels (initiative de mise en œuvre)» par 41,1% de oui contre 58,9% de non.</p> <p>Le taux de participation était de 63,1%.</p>	
17.2.2016	<p>Dans le cadre du Message sur la coopération internationale, le Conseil fédéral a soumis au Parlement le projet de renouvellement de la loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est.</p>	
25.1.2016	<p>Les négociations entre la Suisse et l'UE pour coupler leurs systèmes d'échange de quotas d'émission ont abouti et l'accord correspondant a été paraphé.</p>	
1.1.2016		<p>Les Pays-Bas succèdent au Luxembourg à la présidence du Conseil de l'UE pour le 1<sup>er</sup> semestre 2016.</p>
<b>2015</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
18.12.2015	<p>En lien avec la mise en œuvre de l'art. 121a de la Constitution concernant l'immigration, le Conseil fédéral a décidé de mettre en œuvre des mesures supplémentaires pour lutter contre les abus sur le marché du travail et pour promouvoir la main-d'œuvre qualifiée indigène.</p>	
4.12.2015	<p>Le Conseil fédéral a pris plusieurs décisions préalables en tenant compte des résultats de la consultation sur le projet de nouvelle législation sur les étrangers. Il entend contrôler l'immigration des personnes qui relèvent de l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'Union européenne au moyen d'une clause de sauvegarde. A cet égard, il privilégiera une solution à l'amiable avec l'UE. Le Conseil fédéral a aussi chargé le DFJP d'élaborer, en marge des discussions menées avec l'UE, une clause unilatérale de sauvegarde si aucun accord ne peut être conclu à temps avec l'UE.</p>	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

14.10.2015	Le Conseil fédéral a adapté l'ordonnance sur la navigation intérieure (ONI) et l'ordonnance sur les prescriptions relatives aux gaz d'échappement des moteurs de bateaux (OEMB) à la nouvelle directive bateaux de sport de l'UE. Il veut ainsi s'assurer qu'à partir de 2016, les bateaux de sport provenant de l'UE puissent continuer d'être immatriculés en Suisse, selon la procédure simplifiée.	
12.10.2015	Sous la direction de la conseillère fédérale Doris Leuthard, les représentants des Etats signataires du traité FABEC (Espace Aérien Europe Central) ont adopté à Luxembourg une déclaration ministérielle comprenant plusieurs mesures en vue de renforcer l'efficacité et la sécurité du contrôle aérien en Europe centrale.	
18.9.2015	Le Conseil fédéral a décidé d'accueillir jusqu'à 1500 personnes à protéger dans le cadre du programme de répartition de l'UE.	
Septembre 2015		Le nouvel interlocuteur de la Suisse à Bruxelles se nomme Claude Maerten. Il succède à Gianluca Grippa à la tête de la Division Europe occidentale au Service d'action extérieure (SEAE). Grippa a notamment négocié avec la Suisse sur les questions institutionnelles.
12.8.2015	Le Conseil fédéral a constitué une structure de conduite d'ensemble des négociations avec l'Union européenne. Cette structure doit augmenter les chances d'obtenir un résultat d'ensemble équilibré et conforme aux intérêts de la Suisse. Le Secrétaire d'Etat Jacques de Watteville, en tant que négociateur en chef, est responsable de réaliser un résultat d'ensemble des négociations correspondant aux objectifs fixés dans les mandats existants.	
1.7.2015		Le Luxembourg succède à la Lettonie à la présidence du Conseil de l'UE pour le 2 <sup>ème</sup> semestre 2015.
24.6.2015	Le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) d'élaborer une nouvelle structure pour les négociations avec l'UE et de proposer un négociateur en chef.	
24.6.2015	Le Conseil fédéral a pris connaissance des résultats de la procédure de consultation relative à la prolongation de la durée de validité de la loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est (LF Est). Le message sera transmis au Parlement au plus tard d'ici à fin février 2016.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

5.6.2015	Le Conseil fédéral a soumis au Parlement deux messages. Le premier projet porte sur la Convention du Conseil de l'Europe et de l'OCDE concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. Le second projet concerne l'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers.	
27.5.2015	Le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation relative à l'accord avec l'UE sur l'échange automatique de renseignements en matière fiscale.	
19.3.2015	La Suisse et l'UE ont paraphé à Bruxelles un accord visant à introduire la norme internationale d'échange automatique de renseignements en matière fiscale. La Suisse et les 28 Etats membres de l'UE entendent collecter des données bancaires dès 2017 et les échanger à partir de 2018, une fois les bases légales nécessaires mises en place.	
13.3.2015	Le Conseil fédéral veut s'associer à la coopération Prüm. Celle-ci simplifie l'échange d'informations opéré entre les Etats de l'UE dans le but de lutter contre la criminalité transfrontalière. Le Conseil fédéral a par conséquent approuvé un mandat pour des négociations avec l'UE.	
13.3.2015	Le Conseil fédéral a adopté une modification de l'ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes. Cette modification est entrée en vigueur le 1er avril 2015. Un ressortissant de l'UE et de l'AELE à la recherche d'un emploi en Suisse ne pourra dorénavant bénéficier d'une autorisation de séjour que s'il dispose des moyens financiers suffisants pour subvenir à ses besoins.	
11.2.2015	Le Conseil fédéral a pris plusieurs décisions concernant la mise en œuvre des nouvelles dispositions constitutionnelles de l'initiative contre l'immigration de masse. Il a ouvert la consultation de l'avant-projet de la nouvelle législation sur les étrangers et arrêté des mesures complémentaires en vue d'une meilleure exploitation du potentiel de main-d'œuvre en Suisse. En outre, il a définitivement adopté le mandat de négociations avec l'UE concernant l'adaptation de l'ALCP.	
2.2.2015	La présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, était à Bruxelles pour une rencontre de travail avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Les relations entre la Suisse et l'UE ont été au cœur des discussions. Le programme comprenait de plus des rencontres avec le président du Conseil européen Donald Tusk et avec le président du Parlement européen Martin Schulz.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

1.1.2015		La Lettonie succède à l'Italie à la présidence du Conseil de l'UE pour le 1 <sup>er</sup> semestre 2015.
1.1.2015		La Lituanie adhère à la zone euro et devient le 19e membre de l'UE à utiliser l'euro comme monnaie nationale.
<b>2014</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
11.12.2014	Après le Conseil des Etats, le Conseil national a approuvé la contribution à l'élargissement en faveur de la Croatie. Il adopte ainsi un crédit-cadre de 45 millions de francs.	
7.12.2014	La période d'engagement de la Suisse dans le cadre de sa contribution à l'élargissement en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie, pays qui ont adhéré à l'UE en 2007, est arrivée à son terme. Dans le cadre de la contribution autonome à l'élargissement, la Suisse participe à des projets spécifiques menés dans ces deux pays.	
5.12.2014	Le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann et des représentants de l'UE ont signé à Bruxelles l'accord sur la participation de la Suisse aux programmes-cadres de recherche européens. Grâce à celui-ci, la Suisse est partiellement associée au programme Horizon 2020 jusqu'à la fin de 2016.	
8.10.2014	Adoption du mandat définitif de négociation avec l'UE concernant la mise en œuvre de l'échange automatique de renseignements (EAR)	
8.10.2014	Le Conseil fédéral a approuvé un projet de mandat de négociation pour l'accord sur la libre circulation des personnes	
19.9.2014	Le Conseil fédéral a décidé de reconduire la solution transitoire mise en place en 2014 pour le programme européen d'éducation Erasmus+ pendant les deux années à venir. La mobilité des participants suisses à ce programme sera ainsi garantie même si l'association de la Suisse à Erasmus+ ne se réalise pas.	
25.7.2014		La lettre signée par la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères, Catherine Ashton, est arrivée à Berne. La Commission européenne et les Etats membres répondent ainsi à la demande suisse du 7 juillet 2014 de révision de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP). Le 20 juin dernier, le Conseil fédéral a approuvé le plan de mise en œuvre de l'article sur l'immigration.

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

15.7.2014		Le Parlement européen a désigné le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne. Le principal candidat du Parti populaire européen (PPE) a largement été élu obtenant 422 voix contre 250 avec 47 abstentions.
4.7.2014		La Suisse et l'UE ont signé un accord concernant la participation de la Suisse à la mission de l'Union européenne d'assistance aux frontières en Libye (EUBAM Libye). Cet instrument jette les bases permettant de détacher en Libye un expert civil suisse en protection des frontières.
1.7.2014		Les chefs de délégation de la Suisse et de l'UE ont paraphé une déclaration conjointe sur la fiscalité des entreprises. Cette déclaration clôt un différend, qui pèse depuis près d'une décennie sur les relations entre les deux parties.
20.6.2014		Le Conseil fédéral a présenté le plan de mise en œuvre du nouvel article constitutionnel sur l'immigration. Il y expose la manière dont il entend fixer les plafonds et les contingents au moyen desquels l'immigration en Suisse sera gérée à partir de février 2017.
10.6.2014		Signature de l'accord sur la participation de la Suisse au Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO).
28.5.2014		Le Conseil fédéral a décidé de prolonger de deux ans les restrictions temporaires applicables aux travailleurs bulgares et roumains. La priorité des travailleurs indigènes, les contingents ainsi que le contrôle des conditions de salaire et de travail sont donc maintenus jusqu'au 31 mai 2016.
22.5.2014		Les négociations entre la Suisse et l'Union européenne en vue d'un accord institutionnel ont commencé. Grâce à l'accord envisagé, le Conseil fédéral souhaite rénover et consolider la voie bilatérale afin de continuer à garantir la prospérité et l'indépendance de la Suisse.
30.4.2014		Le Conseil fédéral a approuvé mercredi une déclaration prévoyant plusieurs mesures. Il accorde, entre autre, aux ressortissants croates des contingents séparés dans le cadre de l'admission de ressortissants d'Etats tiers au marché suisse de l'emploi. Le Conseil fédéral a également confirmé le versement de la contribution à l'élargissement en faveur de la Croatie.
30.4.2014		Le Conseil fédéral a adopté une modification de l'ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes qui lève les contingents visant les ressortissants de l'UE-17 et de l'EU-8. La clause de sauvegarde cesse de s'appliquer le 30 avril 2014 pour les pays de l'UE-8 et le 31 mai 2014 pour les pays de l'UE-17. Ceux-ci bénéficient donc de nouveau de la libre circulation pleine et entière.
28.4.2014		La Suisse et l'Union européenne ont signé un accord relatif à la participation de la Confédération à la mission de formation de l'UE au Mali (EUTM Mali). En vertu de cet accord, la Suisse peut faire bénéficier l'EUTM Mali de son expertise civile.

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

16.4.2014	Le Conseil fédéral a approuvé un mandat de négociation sur la participation de la Suisse au programme Culture de l'UE pour la période 2014-2020.	
16.4.2014	Le Conseil fédéral a adopté une solution transitoire pour le programme d'échange d'étudiants Erasmus+ durant l'année 2014.	
15.4.2014		Le Conseil des ministres a prolongé de deux années la mission de formation de l'UE au Mali (EUTM Mali).
26.3.2014	Le Conseil fédéral a approuvé la signature de l'accord avec le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) et ouvert la procédure de consultation, qui durera jusqu'au 3 juillet 2014.	
24.3.2014		Le Conseil des ministres a approuvé la révision de la directive sur la fiscalité de l'épargne qui élargit son champ d'application. Le but visé est notamment de mieux lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.
21.3.2014		Le Conseil européen accueille avec satisfaction le rapport de la Commission concernant l'état d'avancement des négociations sur la fiscalité de l'épargne menées avec des pays tiers européens (Suisse, Liechtenstein, Monaco, Andorre et Saint-Marin).
7.3.2014	Le Conseil fédéral a chargé le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) et l'Office fédéral de la culture (OFC) d'élaborer des solutions transitoires pour les programmes Erasmus+, Horizon 2020 et MEDIA.	
26.2.2014		La Commission européenne annonce que les négociations dans les dossiers Recherche («Horizon 2020») et Formation («Erasmus+») ne seront pas poursuivies tant que la Suisse n'aura pas signé le Protocole III concernant l'extension de l'Accord sur la libre circulation des personnes à la Croatie.
12.2.2014	Le Conseil fédéral arrête ses premières décisions pour la mise en œuvre des nouvelles dispositions constitutionnelles sur l'immigration.	
9.2.2014	Le peuple suisse et la majorité des cantons ont accepté l'initiative populaire fédérale «Contre l'immigration de masse» par 50.3% oui de contre 49.7% de non. Le taux de participation était de 56.57%.	
17.1.2014	La Suisse et l'UE entament formellement des négociations sur la révision de l'accord sur la fiscalité de l'épargne.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

15.1.2014	Le Conseil fédéral décide de mesures supplémentaires pour lutter contre les abus dans le cadre de la libre circulation des personnes, notamment dans le domaine de l'aide sociale.	
1.1.2014		La Grèce succède à la Lituanie à la présidence du Conseil de l'UE pour le 1 <sup>er</sup> semestre 2014.
1.1.2014		La Lettonie adhère à la zone euro et devient le 18e membre de l'UE à utiliser l'euro comme monnaie nationale.
<b>2013</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
13.12.2013	Le Conseil fédéral a approuvé l'accord de coopération permettant à la Suisse de participer aux programmes européens de navigation par satellite Galileo et EGNOS.	
25.11.2013	Trois conseillers fédéraux, Simonetta Sommaruga, Johann Schneider-Ammann et Didier Burkhalter ainsi que le président de la CdC Pascal Broulis ont présenté la position du Conseil fédéral sur l'initiative «Contre l'immigration de masse», qui sera soumise à votation populaire le 9 février 2014.	
23.10.2013	Le Conseil fédéral a approuvé le message relatif à l'initiative fédérale «Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles» (Ecopop). Il propose au Parlement de soumettre l'initiative au vote du peuple et des cantons sans lui opposer de contre-projet et en leur recommandant de la rejeter.	
13.09.2013	Le Conseil fédéral a approuvé les mandats de négociation visant à poursuivre la participation de la Suisse aux programmes-cadres européens de recherche et d'innovation, au programme européen d'éducation, de formation, de jeunesse et de sport et au programme européen d'encouragement du cinéma (MEDIA).	
01.07.2013		La Croatie adhère à l'UE qui compte désormais 28 Etats membres.
01.07.2013		La Lituanie succède à l'Irlande à la présidence du Conseil de l'UE pour le 2e semestre 2013.
28.06.2013	La Suisse et l'UE paraphent un accord relatif au Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO)	
26.06.2013	Sur la question institutionnelle, le Conseil fédéral décide de poursuivre une stratégie à moyen terme et charge le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) d'élaborer un projet de mandat de négociations.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

01.06.2013	Contingentement pour 1 an des autorisations de séjour B délivrées aux ressortissants de l'UE-17 (Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède).	
17.05.2013	Le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann et le vice-président de la Commission européenne et commissaire à la Concurrence Joaquín Almunia signent un accord en matière de concurrence à Bruxelles.	
14.05.2013		Les ministres des finances de l'Union européenne confient à la Commission européenne un mandat de négociations avec la Suisse sur la fiscalité de l'épargne.
01.05.2013	Clause de sauvegarde reconduite, pour une durée de 1 an, pour les autorisations de séjour B délivrées aux ressortissants de l'UE-8 (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie).	
29.01.2013	Le Secrétaire d'Etat Yves Rossier rencontre à Bruxelles le directeur général administratif du Service européen pour l'action extérieure David O'Sullivan. Les échanges ont principalement porté sur les propositions institutionnelles faites par la Suisse.	
01.01.2013		L'Irlande succède à Chypre à la présidence du Conseil de l'UE pour le 1 <sup>er</sup> semestre 2013.
2012	Suisse	UE
21.12.2012		Le président de la Commission José Manuel Barroso adresse à la présidente de la Confédération Eveline Widmer-Schlumpf un courrier de réponse aux propositions suisses sur les questions institutionnelles.
20.12.2012		Le Conseil de l'UE approuve les conclusions des Etats de l'UE sur les relations avec les Etats de l'AELE, parmi lesquels la Suisse.
19.11.2012	Le Secrétaire d'Etat du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Yves Rossier, a rencontré le Secrétaire général du Service des affaires européennes (SAE), David O'Sullivan.	
12.10.2012		Le Comité du prix Nobel décerne le prix Nobel de la paix pour l'année 2012 à l'Union européenne.
10.10.2012	Début des négociations en vue de la participation des Etats associés à Schengen à la nouvelle Agence IT	
27.09.2012		Entrée en vigueur du traité établissant le Mécanisme européen de stabilité (MES).
18.06.2012	Le Conseil fédéral informe la Commission européenne sur le contenu de ses propositions institutionnelles.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

15.06.2012	Le Conseil fédéral approuve à l'attention de l'UE les principes qui devront servir de base à la recherche de solutions institutionnelles. Ces principes constituent selon le Conseil fédéral un pas proactif et substantiel pour le renouvellement de la voie bilatérale et devraient permettre de débloquer les dossiers actuels. Ainsi, ont été posées les conditions propices à la conclusion de futurs accords, comme l'accord sur l'électricité. Dans le cadre de ces négociations, des solutions institutionnelles pourraient être recherchées qui seraient aussi susceptibles d'être appliquées à de futurs accords dans le domaine de l'accès au marché.	
21.05.2012	Début des négociations en vue d'une participation de la Suisse au Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO)	
25.04.2012	Lors de sa séance spéciale sur l'Europe, le Conseil fédéral fixe les lignes directrices pour l'élaboration de solutions institutionnelles qu'il met en consultation.	
18.04.2012	Le Conseil fédéral active la clause de sauvegarde prévue dans l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE, pour les Etats de l'UE-8.	
17.04.2012		Le commissaire européen à la fiscalité, Algirdas Šemeta, déclare que les accords fiscaux que la Suisse a négociés avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont «en totale conformité avec le droit de l'UE».
20.03.2012	La présidente de la Confédération Eveline Widmer-Schlumpf et le Conseiller fédéral Didier Burkhalter ont eu des entretiens de travail avec le président du Conseil de l'UE Herman van Rompuy, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso et le président du Parlement européen Martin Schulz. Il est convenu de faire avancer les dossiers actuels dans le cadre d'une approche coordonnée et globale et de développer des solutions en réponse aux questions institutionnelles.	
16.03.2012	Les représentants de la Suisse et de l'Agence européenne de défense (AED) signent à Bruxelles un arrangement non contraignant de collaboration.	
01.03.2012		Lors du sommet de l'UE à Bruxelles, la Serbie obtient le statut de candidat à l'adhésion.
01.02.2012	Le Conseil fédéral fixe les prochaines étapes qui devraient permettre de concrétiser l'approche d'ensemble et coordonnée dans la conduite et de poursuivre la voie bilatérale.	
30.01.2012		Au sommet de l'UE à Bruxelles, les Etats de l'UE adoptent un pacte fiscal qui prévoit une discipline budgétaire plus sévère.

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

<b>2011</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
13.12.2011		Les ministres de la justice et des affaires intérieures des Etats membres de l'UE décident d'admettre la Principauté du Liechtenstein dans l'espace Schengen; adhésion officiellement réalisée le 19 décembre 2011.
09.12.2011		En marge du sommet de l'UE, la Croatie signe le traité d'adhésion à l'Union européenne. Après ratification du traité, soit courant 2013, la Croatie deviendrait ainsi le 28e membre de l'UE.
25.11.2011		La Suisse et l'UE ouvrent des négociations sur les vols intérieurs (droits de cabotage). Ces droits permettraient aux compagnies aériennes suisses d'assurer des vols à l'intérieur d'un pays de l'UE (par exemple, liaison Paris - Nice). Les compagnies européennes auraient les mêmes droits pour des vols intérieurs en Suisse.
06.09.2011		En raison de la surévaluation du Franc suisse par rapport à l'Euro, qui menace l'économie suisse, la Banque Nationale Suisse (BNS) a fixé un cours plancher de 1,20 CHF pour 1 €.
17.05.2011		Signature à Bruxelles de l'accord bilatéral sur la protection des indications géographiques des produits agricoles
25.03.2011		Début des négociations dans le domaine de la coopération entre les autorités de concurrence.
08.03.2011		Début des négociations dans le domaine du rattachement des systèmes d'échange de quotas d'émission de CO2
08.02.2011		A Bruxelles, la présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey discute les thèmes bilatéraux actuels avec les présidents du Conseil européen, de la Commission européenne et du Parlement européen, Herman Van Rompuy, José Manuel Barroso et Jerzy Buzek. Il est décidé d'approfondir et de préciser la question d'une approche d'ensemble et coordonnée.
26.01.2011		Le Conseil fédéral décide que la poursuite et le développement de la voie bilatérale doit se faire selon une approche d'ensemble et coordonnée.
<b>2010</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
14.12.2010		Conclusions du Conseil de l'UE concernant les relations avec la Suisse
01.12.2010		Entrée en fonction du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), qui soutient la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (Catherine Ashton).
16.11.2010		Des représentants de la Suisse et de l'Agence européenne de défense paraphent à Bruxelles un accord visant un renforcement de la collaboration.
15.11.2010		La Mission de la Suisse auprès de l'UE à Bruxelles fête ses 50 ans d'existence.
15.10.2010		Percée du tunnel de base du Saint-Gothard

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

21.09.2010	Début des négociations entre la Suisse et l'UE au sujet d'une participation suisse aux programmes de navigation par satellite Galileo et EGNOS	
17.09.2010	Le Conseil fédéral approuve son rapport sur l'évaluation de la politique européenne 2010	
18.08.2010	Le Conseil fédéral décide, lors de sa séance spéciale sur la politique européenne, que les relations entre la Suisse et l'UE doivent se poursuivre sur la base d'accords bilatéraux sectoriels.	
01.08.2010	Entrée en vigueur de l'accord sur la participation de la Suisse à MEDIA 2007	
19.07.2010	Première rencontre entre la présidente de la Confédération Doris Leuthard et le président du Conseil de l'UE Herman van Rompuy	
01.07.2010	La nouvelle loi sur la sécurité des produits entre en vigueur et prévoit un niveau de sécurité identique à celui de l'UE pour les dispositifs et appareils techniques.	
01.07.2010	La nouvelle loi sur les entraves techniques au commerce entre en vigueur ; elle est dotée d'un nouveau volet reprenant le principe dit « Cassis de Dijon ».	
29.06.2010		Le Conseil de l'UE adopte son mandat en vue des négociations pour une participation suisse aux programmes de navigation par satellite Galileo et EGNOS
15.02.2010	Signature à Bruxelles de l'accord bilatéral Suisse-UE sur l'éducation	
01.01.2010	Entrée en vigueur de la loi sur l'échange d'informations Schengen (LEIS)	
01.01.2010	Entrée en vigueur de la modification de l'ordonnance sur les travailleurs détachés en Suisse (Odét).	
<b>2009</b>		
21.12.2009	Entrée en vigueur de l'extension et l'adaptation du champ d'application de l'accord sur la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité	
16.12.2009	Le Conseil fédéral adopte des mandats de négociations en vue d'une collaboration avec l'Agence européenne de défense ainsi que celles en vue d'un rattachement du système suisse d'échange de quotas d'émission à celui de l'UE	
07.12.2009	Le Parlement approuve la contribution à l'élargissement en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie.	
01.12.2009		Entrée en vigueur du Traité de Lisbonne
01.07.2009	Application provisoire de l'accord sur la facilitation et la sécurité douanière	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

25.06.2009	Signature de l'accord sur la facilitation et la sécurité douanière	
01.06.2009	Entrée en vigueur du protocole II de l'accord sur la libre circulation des personnes	
17.05.2009	<p>Le peuple suisse accepte l'arrêté fédéral du 13.06.2008 sur l'introduction de données électroniques dans les passeports biométriques et dans les documents de voyage pour ressortissants étrangers (développement de l'Acquis de Schengen) par 50.1% de oui contre 49.9% de non.</p> <p>Participation: 38%.</p>	
08.04.2009	Application anticipée par la Suisse de l'accord sur la lutte contre la fraude	
13.03.2009	Le Conseil fédéral adopte un mandat de négociations sur la participation de la Suisse aux programmes de navigation par satellites Galileo et EGNOS.	
08.02.2009	<p>Le peuple suisse accepte la reconduction de l'accord après 2009 et son extension à la Bulgarie et à la Roumanie par 59.6% de oui contre 40.4% de non.</p> <p>Participation: 50.9%.</p>	
01.01.2009		<p>La Slovaquie rejoint la zone Euro. L'Union économique et monétaire (UEM) compte désormais 16 Etats participants.</p>
<b>2008</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
12.12.2008	Début de la coopération opérationnelle entre la Suisse et l'UE instituée par Schengen / Dublin en matière de sécurité, de visas et d'asile.	
04.11.2008	Ouverture de négociations dans le secteur agroalimentaire et de la santé	
17.10.2008	Le référendum contre l'arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et la CE concernant la reprise du Règlement (CE) 2252/2004 relatif aux passeports biométriques et aux documents de voyage (Développement de l'Acquis de Schengen) a formellement abouti avec la validation de 63'733 signatures.	
06.10.2008	Le référendum contre l'arrêté fédéral portant sur la reconduction de la libre circulation des personnes et son extension à la Roumanie et à la Bulgarie a formellement abouti avec la validation de 51'348 signatures.	
14.08.2008	Connection au système de recherches SIS	
25.06.2008	Signature d'une déclaration d'intention concernant la contribution à l'élargissement en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

27.05.2008	Signature du protocole II (extension de l'accord sur la libre circulation des personnes à la Bulgarie et à la Roumanie)	
09.04.2008	Ouverture de négociations sur un accord concernant la participation aux programmes européens d'éducation et de jeunesse	
01.03.2008	Entrée en vigueur formelle de l'accord Schengen/Dublin	
01.01.2008	La Slovénie, Malte et Chypre rejoignent la zone Euro. L'Union économique et monétaire (UEM) compte désormais 15 Etats participants.	
2007	Suisse	UE
		Elargissement de l'Espace Schengen à neuf pays (Pologne, Hongrie, Slovaquie, République tchèque, Slovénie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Malte).
20.12.2007	Contribution à l'élargissement: signature des dix accords-cadres à Berne	
13.12.2007	Réunis à Lisbonne, les Chefs d'Etat et de gouvernement des 27 Etats membres signent le Traité modificatif (Traité de Lisbonne).	
08.11.2007	Début des négociations dans le domaine de l'électricité	
11.10.2007	Signature à Bruxelles du renouvellement de l'accord MEDIA	
10.07.2007	Début de la négociation sur l'extension de l'Accord sur la libre circulation des personnes à la Roumanie et Bulgarie.	
25.06.2007	La Suisse et l'UE signent l'accord réglant la pleine participation de la Suisse aux 7es programmes-cadres de recherche de l'UE. L'accord ainsi renouvelé est appliqué avec effet rétroactif au 1er janvier 2007.	
01.06.2007	Libre circulation des personnes: les contingents sont supprimés pour les ressortissants de l'UE-15.	
01.01.2007	Entrée en vigueur de l'accord sur la coopération statistique	
01.01.2007	La Bulgarie et la Roumanie adhèrent à l'UE qui compte désormais 27 Etats membres.	
2006		
26.11.2006	Le peuple suisse accepte la loi sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est par 53,4% de oui contre 46,6% de non. Participation: 44,3%.	
01.04.2006	Entrée en vigueur de l'Accord MEDIA	
01.04.2006	Entrée en vigueur de l'accord sur l'Accord sur l'environnement	
01.04.2006	Entrée en vigueur du protocole sur l'extension de la libre circulation ainsi que de la révision des mesures d'accompagnement	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

24.03.2006	Le Parlement adopte la loi sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est, base légale à une contribution en faveur des dix nouveaux Etats membres de l'UE (contribution à l'élargissement ou à la cohésion).	
27.02.2006	Signature à Bruxelles du Mémorandum d'entente concernant la contribution de la Suisse à l'UE élargie	
<b>2005</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
26.10.2005	Le Conseil fédéral donne son feu vert à l'ouverture d'une représentation de la Commission européenne à Berne.	
25.09.2005	Le peuple suisse accepte l'extension de l'Accord sur la libre circulation des personnes et la révision des mesures d'accompagnement par 56% de oui contre 44% de non.  Participation: 53.8%	
01.07.2005	Entrée en vigueur de l'Accord sur la fiscalité de l'épargne	
05.06.2005	Le peuple suisse accepte l'association de la Suisse aux coopérations de Schengen/Dublin par 54.6% de oui contre 45.4% de non.  Participation: 56.0%	
31.05.2005	Entrée en vigueur de l'Accord sur les pensions	
22.04.2005	Le référendum contre l'arrêté fédéral portant à la fois sur l'extension de la libre circulation des personnes et la révision des mesures d'accompagnement aboutit formellement avec la validation de 92'901 signatures.	
06.04.2005	Le référendum contre l'association de la Suisse à Schengen/Dublin aboutit formellement avec la validation de 86'732 signatures.	
30.03.2005	Entrée en vigueur de l'Accord sur les produits agricoles transformés	
<b>2004</b>		
17.12.2004	Les Chambres fédérales approuvent les Accords bilatéraux II ainsi qu'un arrêté fédéral portant à la fois sur l'extension de la libre circulation des personnes et la révision des mesures d'accompagnement.	
29.10.2004		Réunis à Rome, les Chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres signent le Traité constitutionnel
26.10.2004	Signature à Luxembourg des Accords bilatéraux II et du Protocole sur l'extension de la libre circulation des personnes aux dix nouveaux Etats membres	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

01.10.2004	Le Conseil fédéral adopte le message relatif à l'approbation des Accords bilatéraux II.	
25.06.2004	Paraphe des Accords bilatéraux II à Bruxelles	
19.05.2004	Accord politique sur les négociations bilatérales II, l'extension de la libre circulation des personnes et d'autres questions bilatérales lors d'un sommet à Bruxelles	
01.05.2004	Extension des Accords bilatéraux I aux dix nouveaux Etats membres de l'UE à l'exception de l'Accord sur la libre circulation des personnes dont l'extension fait l'objet de nouvelles négociations.	L'UE s'élargit de dix nouveaux Etats membres (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Slovénie, Hongrie, République tchèque, Chypre et Malte).
<b>2002–2003</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
16.07.2003	Début de la négociation sur l'extension de l'Accord sur la libre circulation des personnes aux nouveaux Etats membres de l'UE.	
17.06.2002	Ouverture de nouvelles négociations bilatérales dans six autres domaines: fiscalité de l'épargne, Schengen/Dublin, services, MEDIA, éducation/formation professionnelle/jeunesse et pensions. Les négociations bilatérales II couvrent ainsi dix domaines au total.	
01.06.2002	Entrée en vigueur des Accords bilatéraux I	
01.06.2002	Entrée en vigueur des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes	
01.01.2002		L'euro remplace les monnaies nationales dans douze Etats membres.
<b>2000–2001</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
05.07.2001	Ouverture de nouvelles négociations bilatérales dans les domaines suivants: lutte contre la fraude, produits agricoles transformés, environnement et statistique.	
04.03.2001	Le peuple suisse rejette l'initiative populaire «Oui à l'Europe! » par 77% de non contre 23% de oui. Rejet par tous les cantons.  Participation: 55.1%	
21.05.2000	Le peuple suisse approuve les sept Accords bilatéraux I par 67.2% de oui contre 32.8% de non.  Participation: 48.0%	
16.02.2000	Le référendum contre l'arrêté fédéral portant approbation des Accords bilatéraux I aboutit formellement avec la validation de 66'733 signatures.	
<b>1997–1999</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
8.10.1999	L'arrêté portant approbation des accords sectoriels entre la Suisse et l'UE est accepté par 183 voix contre 11 au Conseil national et par 45 voix sans opposition au Conseil des Etats.	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

21.6.1999	Signature des Accords bilatéraux I à Luxembourg	
28.4.1999	Au cours de sa séance du 28 avril 1999, le Conseil fédéral adopte son message sur l'approbation des accords sectoriels Suisse-UE.	
27.1.1999	Le Conseil fédéral adopte son message à l'intention du Parlement sur l'initiative «Oui à l'Europe!». Il oppose un contre-projet indirect à l'initiative, sous la forme d'un arrêté fédéral simple.	
11.12.1998	Conclusion politique des négociations bilatérales I à Vienne	
27.09.1998	Le peuple suisse accepte la Loi fédérale instituant une redevance poids lourds liée aux prestations (RPLP) par 57.2% de oui contre 42.8% de non.  Participation: 51.8%	
9.6.1997	Le comité «Né le 7 décembre 1992» retire son initiative «Pour notre avenir au coeur de l'Europe».	
8.6. 1997	Le peuple suisse rejette l'initiative populaire de la Lega/DS «Négociations d'adhésion à l'UE (CE) par 73.9% de non contre 26.1% de oui. Rejet par tous les cantons.  Participation: 35.4%	
<b>1994–1996</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
30.7.1996	Les organisations «Né le 7 décembre 1992», «Renaissance Suisse Europe», «Jeunesse européenne fédéraliste suisse», «Aktion Europa Dialog» et le «Mouvement européen suisse» déposent l'initiative «Oui à l'Europe!» (106'442 signatures valables).	
23.8.1995	Dans ses messages sur les initiatives populaires «Négociations d'adhésion à l'UE: que le peuple décide!» et «Pour notre avenir au coeur de l'Europe», le Conseil fédéral recommande de rejeter ces deux textes sans contre-projet.	
12.12.1994	Ouverture des négociations bilatérales I à Bruxelles.	
31.10.1994		Le Conseil de l'UE adopte cinq mandats de négociations (libre circulation des personnes, recherche, commerce de produits agricoles, obstacles techniques, marchés publics).
16./17.5.1994		Le Conseil de l'UE estime que la Suisse doit clarifier la mise en oeuvre de l'initiative des Alpes avant qu'il adopte un mandat de négociation sur les transports terrestres.

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

20.2.1994	<p>Le peuple suisse accepte l'initiative populaire sur la protection des Alpes, laquelle exige un transfert du trafic de la route vers le rail, par 51.9% de oui contre 48.1% de non.</p> <p>Participation: 40.8%</p>	Après l'acceptation de l'initiative sur la protection des Alpes, l'UE décide de s'accorder une pause de réflexion.
21.1.1994	<p>La Lega et les Démocrates suisses déposent l'initiative populaire «Négociations d'adhésion à l'UE (CE): que le peuple décide!» (101'337 signatures valables).</p>	
<b>1992–1993</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
8./9.11.1993		<p>Conclusions du Conseil de l'UE:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Ouverture de négociations dans quatre secteurs (transports; libre circulation des personnes; recherche; accès aux marchés pour les produits agricoles) et, "autant que possible", dans deux secteurs (obstacles techniques au commerce; marchés publics)</li> <li>○ instruction à la Commission de préparer les mandats de négociations</li> <li>○ parallélisme approprié : les différents dossiers ne peuvent être négociés et conclu qu'ensemble. De la même façon, ils ne peuvent être valables qu'ensemble.</li> </ul>
3.9.1993	Dépôt de l'initiative «Pour notre avenir au coeur de l'Europe» du comité «Né le 7 décembre 1992» (110'703 signatures valables).	
5.2.1993	<p>Proposition à l'UE d'ouverture de négociations dans une quinzaine de secteurs liés à l'ALE de 1972:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ règles d'origine</li> <li>○ perfectionnement passif des textiles</li> <li>○ produits agricoles transformés</li> <li>○ obstacles techniques au commerce (TBT)</li> <li>○ marchés publics (en relation avec l'OMC/GATT)</li> <li>○ responsabilité du fait des produits</li> <li>○ règles vétérinaires - règles phytosanitaires</li> <li>○ propriété intellectuelle (notamment protection des indications géographiques et des appellations d'origine)</li> </ul> <p>et non liés à l'ALE de 1972:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ transport aérien</li> <li>○ transports terrestres</li> <li>○ recherche</li> <li>○ programmes audiovisuels</li> <li>○ MEDIA</li> <li>○ statistique</li> <li>○ éducation/formation/jeunesse</li> </ul>	

## Historique des relations entre la Suisse et l'EU

13.1.1993	Le Conseil fédéral déclare que la Suisse renonce à l'ouverture de négociations d'adhésion aux Communautés européennes.	
1.1.1993	Entrée en vigueur de l'Accord bilatéral sur les assurances	
06.12.1992	Le peuple refuse l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE) par 50.3% de non contre 49.7% de oui.  Participation: 79.0%	
26.05.1992	La Suisse dépose une demande d'adhésion à la Communauté européenne.	
<b>1951–1989</b>	<b>Suisse</b>	<b>UE</b>
10.10.1989	Signature de l'Accord bilatéral sur les assurances	
1989		Afin d'éviter des désavantages concurrentiels pour leurs entreprises, les Etats membres de l'AELE entament des négociations avec l'UE sur un Espace économique européen (EEE).
3.12.1972	Le peuple suisse approuve l'Accord de libre-échange entre la Suisse et la CEE (ALE) par 72.5% de oui contre 27.5% de non.  Participation: 52.9%	
1961	La Suisse dépose une demande d'association auprès de la CEE.	
25.3.1957		La France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Italie et la République fédérale d'Allemagne créent la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).  CECA, CEE et Euratom forment les Communautés européennes.
18.4.1951		La France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Italie et la République fédérale d'Allemagne créent la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).